
REUNION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DU SOMMET MONDIAL SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

*Les parlements se préoccupent de l'agriculture, de la faim et de l'insécurité alimentaire
en temps de crise mondiale*

Rome, 13 novembre 2009

organisée par le Parlement italien en coopération avec l'Union interparlementaire

DISCOURS DU PRESIDENT DE L'UIP, M. THEO-BEN GURIRAB

Monsieur le Président de la Chambre des députés,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Ministre des affaires étrangères,
Monsieur le Directeur général de la FAO,
Monsieur le Président du Groupe interparlementaire italien,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis ici à Rome un mois après la tenue de la 121^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), à Genève. Comme nombre d'entre vous le savent, à chacune de ses Assemblées, l'Union interparlementaire se saisit d'un point d'urgence sur un sujet brûlant d'actualité internationale. A Genève, nous avons décidé par consensus de nous pencher sur la question de la sécurité alimentaire. La résolution que nous avons adoptée à l'issue de nos délibérations rappelle qu'en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation [...] ».

Cette déclaration a été adoptée en 1948. Un demi-siècle plus tard, c'est avec tristesse que je constate que pour nombre de nos électeurs, le droit à l'alimentation n'existe que sur le papier.

L'insécurité alimentaire menace tous les continents et tous les pays, riches et pauvres. De fait, la résolution adoptée par l'UIP a été soumise initialement par les parlements de l'Ouganda et de l'Australie, deux pays dont les indicateurs socio-économiques diffèrent radicalement.

Vous vous souvenez sans doute des émeutes qui ont éclaté dans plusieurs villes en 2007 et 2008 suite à la montée en flèche des prix de l'alimentation. Plongés dans le désespoir, les citoyens sont descendus dans la rue pour exiger de nous, leurs responsables politiques, une solution au problème. Mais nous savons combien il est difficile, pour ne pas dire impossible, pour un pays, voire une région, d'assurer seul la sécurité alimentaire. Il y a dans le monde des millions de parents qui se demandent comment ils vont faire pour nourrir leur famille dans les prochains jours, dormant le ventre vide pour que leurs enfants survivent.

En tant que parlementaires, nous pouvons et même, nous devons, nous engager résolument dans la définition de politiques de lutte contre l'insécurité alimentaire. Nous devons considérer ces émeutes comme un signal d'alarme et comprendre que la sécurité alimentaire n'est pas affaire de charité. Pouvoir se nourrir est la base même d'un monde stable et en paix. Il en va de la subsistance de milliards de personnes.

La sécurité alimentaire est un droit fondamental de la personne humaine. Pourtant, la situation actuelle en la matière est très loin des objectifs définis lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire ainsi que dans la Déclaration du millénaire pour le développement adoptée par les Nations Unies. Le fait que le monde n'arrive pas à remédier à l'insécurité alimentaire remet en cause le développement mondial.

La sécurité alimentaire est étroitement liée aux politiques agricoles et elle ne pourra jamais être assurée que si des responsables politiques tels que nous se donnent la peine d'examiner de près la politique agricole. Nous devons faire en sorte que l'Etat investisse davantage dans l'agriculture pour renforcer la sécurité alimentaire.

Cette sécurité va devenir encore plus aléatoire avec les changements climatiques. A terme, ceux-ci représentent en effet une menace pour la sécurité alimentaire. La hausse des températures va endommager les écosystèmes et faire fluctuer la production alimentaire. Aussi faut-il que les parlements débattent de politiques qui permettent, d'une part, de s'adapter à ces changements et, d'autre part, d'en atténuer les effets, et d'assurer une gestion durable de l'eau, des terres, des sols et des ressources naturelles en général. Enfin, il importe qu'ils légifèrent et qu'ils votent les crédits nécessaires à l'application de ces nouvelles lois.

L'UIP assume la responsabilité de promouvoir le dialogue régional et mondial sur la menace que représente l'insécurité alimentaire pour la planète. Comme tant de difficultés que nous rencontrons aujourd'hui, ce problème ne pourra être réglé que par une action concertée des nations. Dans les prochains jours, les principaux dirigeants de la planète se réuniront ici-même, à Rome, pour revoir les politiques de sécurité alimentaire. Cette rencontre tombe à point nommé.

Au nom de l'UIP, je tiens à remercier la FAO de prendre en main ce débat mondial. Qu'il me soit permis d'assurer à mon frère et ami Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, qu'il peut compter sur l'UIP pour amener les parlements à relever ce défi qui exige le concours de tous : gouvernements, parlements, médias et citoyens.

Je profite de cette occasion pour exprimer notre gratitude au Parlement italien dont l'aide nous a été précieuse dans l'organisation de cette rencontre.

J'espère que nos échanges de ce jour contribueront un tant soit peu à alléger la faim dont souffrent des milliards de nos concitoyens. Je propose que nous adoptions un résumé de nos délibérations, que je me chargerai d'exposer à la fin de cette rencontre et je demande à mon collègue, le Président Gianfranco Fini, de transmettre nos conclusions au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire.

Mesdames et Messieurs, je vous souhaite une réunion fructueuse, riche d'idées sur ce que nos parlements peuvent faire ensemble et séparément pour contribuer à remédier à l'insécurité alimentaire.

Je vous remercie.